



REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 10 SEPTEMBRE 2020

Délibération n° 2020-147- DC

Date d'affichage :

Le 17 septembre 2020

Effectif statutaire : 81
Membres en exercice : 81
Quorum : 41
Présents : 61
Excusé(s) : 18
Dont représenté(s) : 10
Absent(s) : 2

Nombre de votants : 71

Secrétaires de séance :

Madame Isabelle DEVAUX, 3ème vice-Présidente et conseillère communautaire de la commune de Gennes-Val-de-Loire, et Monsieur Michel DELPHIN, conseiller communautaire de la Commune de Doué-en-Anjou

Le dix septembre deux mille vingt à 17 heures 15, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis par des expositions du Breil - avenue du Breil à Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président, le trois septembre deux mille vingt.

Présents : (61)

Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHAUD, Sophie METAYER, Christian RUALT, Thomas GUILMET, Didier ROUSSEAU, Armel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Thierry MORISSET, Guillaume MARTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Alain BOURDIN, Eric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND, Arlette BOURDIER, Laurence CAILLAUD, Christophe CARDET, Bruno CHEPTOU, Michel DELPHIN, Marie-Luce DURAND, Stéphanie ELIE, Gaëlle FAURE, Dominique GACHET, Béatrice GUILLON, Bernard HENRY, Didier HUCHEDÉ, Benoît LAMY, Géraldine LE COZ, Sylvain LEFEBVRE, Teddy LOCHARD, Claudie MARCHAND, Marc-Antoine NERON, Noël NERON, Nicole PEHU, Bruno PROD'HOMME, Nathalie SECOUÉ, Patricia VILLARME.

Dont suppléé(s) remplacé(s) :

Eric TOUROP par Sonia CHAMBRY

Excusés : (18)

Michel PATTEE, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Sophie TUBIANA, Astrid LELIEVRE, Jeannick CANTIN, Pierre de BOUTRAY, Pierre-Yves DELAMARE, Gilles BARDIN, Loïc BIDAULT, Bertrand CHANDOUINEAU, Colette GAGNEUX, Nathalie LIEBAULT, Nathalie MORON, Sylvie TAUGOURDEAU

Dont excusés ayant donné pouvoir : (10)

Michel PATTEE à Michel DELPHIN, Jérôme HARRAULT à Marie-Luce DURAND, Guy BERTIN à Yves BOUCHER, Astrid LELIEVRE à Jackie GOULET, Pierre de BOUTRAY à Isabelle ISABELLON, Pierre-Yves DELAMARE à Gilles TALLUAU, Bertrand CHANDOUINEAU à Patricia VILLARME, Nathalie LIEBAULT à Bruno PROD'HOMME, Nathalie MORON à Anatole MICHAUD, Sylvie TAUGOURDEAU à Grégory PIERRE.

Absents : (2)

Yann PILVEN Le SEVELLEC, Emmanuel BRAULT

GARANTIE D'EMPRUNT - OPH SAUMUR HABITAT - ACQUISITION EN VEFA DE 5 LOGEMENTS SITUÉS "LOTISSEMENT LES PLANTES" - SAINT CYR-EN-BOURG (BELLEVIGNE-LES-CHÂTEAUX)

Pour financer, dans le cadre du parc social public, l'opération acquisition en VEFA de 5 logements situés Lotissement Les Plantes à Saint Cyr-en-Bourg (Bellevigne-les-Châteaux), l'Office Public de l'Habitat (OPH) SAUMUR HABITAT a décidé de contracter, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), un prêt d'un montant maximum de 507 589,00 € composé de 5 lignes

L'OPH SAUMUR HABITAT a requis la garantie de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire à hauteur de 100% pour le remboursement de ce Prêt, soit un montant de 507 589,00 €.

La présente garantie est accordée aux conditions ci-dessous :

Prêt CDC	Montant	Index	Taux	Durée
PLAI	117 177,00 €	Livret A	0,3%	40 ans
PLAI foncier	52 077,00 €	Livret A	0,3%	50 ans
PLUS	182 128,00 €	Livret A	1,1%	40 ans
PLUS Foncier	81 207,00 €	Livret A	1,1%	50 ans
Prêt BOOSTER – Soutien à la production	75 000,00 €	Taux fixe	1,19%	30 ans
TOTAL	507 589,00 €			

Vu l'article L 5111-4 et les articles L 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu le Contrat de Prêt n° 111168 annexé à signer entre l'OPH SAUMUR HABITAT et la Caisse des dépôts et consignations ;

Après avoir pris connaissance des pièces établies par l'OPH SAUMUR HABITAT :

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **D'ACCORDER** sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 507 589,00 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt n° 111168 constitué de 5 lignes ;

ledit Contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération ;

- **D'ACCORDER** sa garantie pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. La garantie porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité ;

- **DE S'ENGAGER** dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement. La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire s'y engage sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations ;

- **DE S'ENGAGER** pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 71 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au RAA du 3ème trimestre 2020



Pour Extrait Conforme,
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire
Mairie de la Ville de Saumur

Jackie GOULET

Matière de l'acte	7 Finances locales	7.3 Emprunts – 7.3.3 garantie d'emprunt accordée aux bailleurs sociaux publics
-------------------	--------------------	--

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »